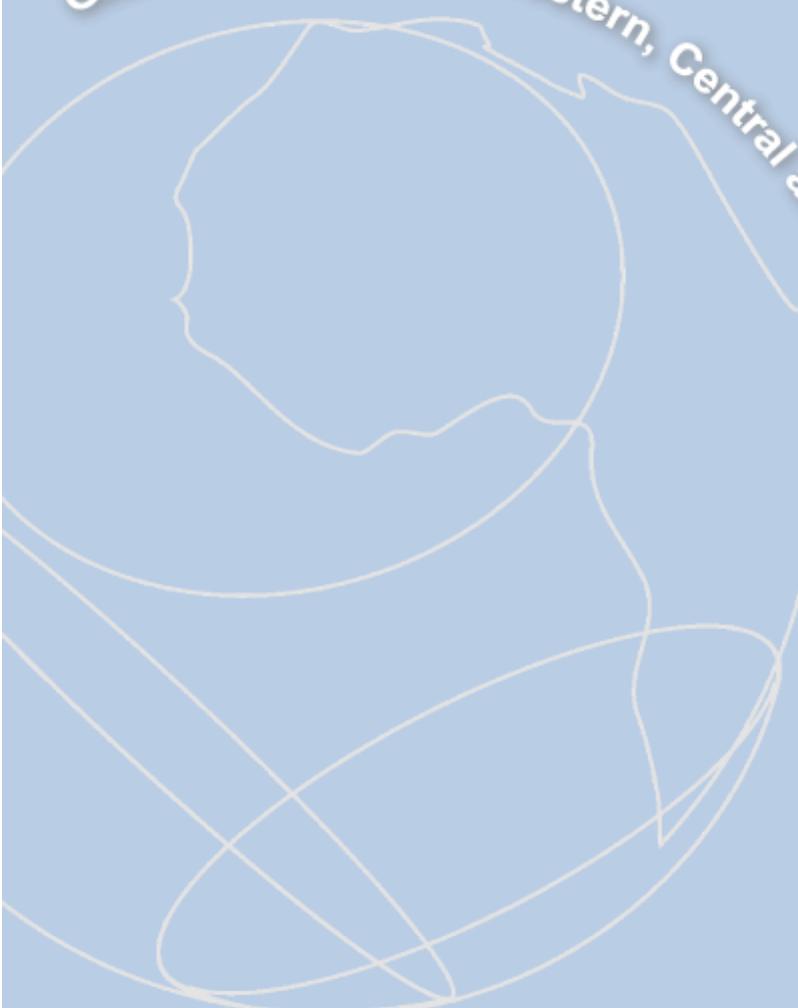


Assistance Technique à la République Démocratique de São Tomé-et-Principe pour le développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU)

RAPPORT D'ATELIER
São Tomé, São Tomé-et-Principe
19 – 23 mai 2025

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

A stylized graphic of a globe composed of overlapping white lines on a light blue background. The lines form a grid-like pattern that represents the Earth's continents and oceans.

NOTE

Le présent document a été élaboré dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) à titre de contribution à la mise en œuvre du plan d'action biennal prévu par cette Initiative. Les désignations utilisées et la présentation du contenu dans le présent document ne sont pas l'expression d'une quelconque opinion de l'OMI ou de l'IPIECA concernant le statut juridique de tout État, territoire, municipalité ou zone ni de leurs autorités, ni concernant le tracé de leurs frontières ou limites.

Ce document peut être téléchargé à partir du site internet www.giwacaf.net/f et doit être cité comme suit à des fins bibliographiques :

IMO/IPIECA. 2025. Rapport de l'Atelier National d'Assistance Technique à la République Démocratique de São Tomé-et-Principe pour le développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence, 54 Pages.

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe

Lancée en 2006, l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Ipieca, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer et à lutter en matière de pollution par les hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les systèmes nationaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ces activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ces activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et 7 compagnies pétrolières membres de l'Ipieca, à savoir Azule Energy, BP, Chevron, ExxonMobil, ENI, Renaissance Africa Energy Company Limited, Shell, TotalEnergies.



Plus d'information est disponible sur le [site web du Projet](#).

Contact de la République Démocratique de São Tomé-et-Principe

Manuel Fernandes de Ceita Vaz do Rosario

Technicien de la Direction de Sujet Juridique et Coordination des Actions Environnementales -
Point focal GI WACAF

Ministère des Ressources naturelles, de l'Énergie et de l'Environnement - Direction générale de
l'Environnement

Tel : (239) 9911266

E-mail : manrosario2000@yahoo.com.br

Contacts GI WACAF

Anaïs Guillou

Cheffe de projet GI WACAF

E-mail : giwacaf-project@ipieca.org

Marine Laigle

Coordinatrice de projet GI WACAF

E-mail : mlaigle@imo.org

Duarte Soares

Conseiller Technique Senior, ITOPF

E-mail : DuarteSoares@ITOPF.ORG

Executive summary

Title: Assistance for the development of the National Oil Spill Contingency Plan of the Democratic Republic of São Tomé-et-Príncipe – Technical work sessions

Hosted and organised by: Ministry of Natural Resources, Energy and Environment – Directorate General for the Environment & Maritime and Port Institute & National Petroleum Agency.

Venue and date: The workshop took place at the National Institute for the Promotion of Gender Equality and Equity in São Tomé from 19 to 23 May 2025.

Type of event: Technical work sessions

Supported by: The International Maritime Organization (IMO) and Ipieca, a global association for the study of environmental and social issues in the oil sector, as part of the GI WACAF project.

Number of participants: 20

Summary. The objectives of these work sessions are part of a wider technical assistance project to support São Tomé-et-Príncipe to develop a National Oil Spill Contingency Plan in line with current risks, conventions and best practices.

The GI WACAF project has proposed some content to the Authorities to develop a National Plan prior to the work sessions (produced in Portuguese with the assistance of ITOPF).

More specifically, the priority technical objectives of the workshop were to:

- **Review:**
 - Key components and stages in developing a NOSCP
 - GI WACAF support activities
 - Legal framework and status of international conventions in São Tomé and Príncipe

- **Develop technical content for the NOSCP, including:**
 - Main risks identified in the country
 - Review of the alert system
 - General national organisation
 - Organisation for offshore response
 - Organisation for onshore response

- Understand oil spill response systems and the resources of the oil industry for offshore drilling, and possible interfaces with the national spill response system (session with Shell, see note below).

- Propose a detailed Action Plan aimed at helping national authorities to consolidate and finalize the NOSCP and creating a national spill response system.

Table des matières

1	Introduction.....	6
1.1	Contexte	6
1.2	Soutien technique du GI WACAF	6
1.3	Objectifs des sessions de travail.....	8
1.4	Programme de l'atelier.....	9
1.5	Lieu et participants.....	9
2	Activités et présentations.....	9
2.1	Cérémonie d'ouverture	9
2.2	Photo de groupe officielle	10
2.3	Activités	11
2.3.1	Sessions sur le plan stratégique.....	11
2.3.2	Sessions sur le Plan Opérationnel.....	14
2.3.3	Séminaire Shell	17
2.4	Cérémonie de clôture	18
3	Recommandations.....	18
3.1	Ratification des conventions internationales.....	18
3.2	Constitution de l'équipe de travail	19
3.3	Finalisation du PNIU conformément aux documents proposés :.....	20
3.4	Approbation officielle du PNC	20
3.5	Mise en œuvre du PNC.....	20
4	Conclusion	21
5	Annexes	22
5.1	Annexe 1 – Programme	22
5.2	Annexe 2 – Liste des participants	26
5.3	Annexe 3 – Table de répartition du PNIU.....	27

1 Introduction

1.1 Contexte

La République démocratique de São Tomé-et-Príncipe est un État insulaire d'Afrique centrale, situé dans le golfe de Guinée, au large des côtes du Gabon et de la Guinée équatoriale. Le pays est constitué de deux îles principales – São Tomé et Príncipe – ainsi que de plusieurs îlots, pour une superficie totale d'environ 1 001 km². São Tomé, l'île principale, est traversée par l'équateur et concentre la majorité de la population ainsi que les principales infrastructures administratives et économiques.

São Tomé-et-Príncipe dispose d'une zone économique exclusive (ZEE) étendue, estimée à plus de 160 000 km², offrant un potentiel important en ressources marines et en hydrocarbures offshore. Bien que le pays ne soit pas encore producteur de pétrole, des permis d'exploration pour les blocs situés dans les eaux profondes et ultra-profondes ont été attribués à des compagnies pétrolières internationales., et plusieurs campagnes d'exploration ont été menées dans les dernières décennies. L'activité se concentre principalement dans les blocs offshore situés dans la ZEE nationale et dans la Zone de Développement Conjointe (JDZ) partagée avec le Nigéria.

Dans ce contexte, et face à la perspective d'une future exploitation pétrolière en mer, il est essentiel pour São Tomé-et-Príncipe de disposer d'un système national d'intervention d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures.

1.2 Soutien technique du GI WACAF

La collaboration entre la République démocratique de São Tomé-et-Príncipe et le GI WACAF a débuté il y a plus de 16 ans. Depuis, 5 activités dont celle-ci, ont été organisées dans le but d'aboutir à la mise en place d'un plan national, ainsi que la ratification de plusieurs conventions de l'OMI liées à la préparation et à l'indemnisation en cas de déversements.

Cependant les premières activités menées entre 2009 et 2016 n'avaient pas permis d'aboutir à la mise en place d'un PNIU. Un projet de plan national avait aussi été développé avec le soutien de l'industrie en 2020-2021, mais n'incluait pas toutes les parties attendues et ne prenait pas assez en compte les spécificités du pays et comportait des aspects à revoir (d'après les revues critiques précédentes).

En 2021, le GI WACAF a donc décidé de revoir son approche et son soutien technique à São Tomé-et-Príncipe pour le développement du plan national. Les étapes de cette activité (toujours en cours) sont rappelées ci-dessous.

► PHASE N°1 : REDACTION DE PROPOSITIONS DE CONTENU & PREPARATION DE MISSION (2021)

- Rédaction de proposition de contenu pour un Plan National (par le GI WACAF)
- Traduction des propositions de contenu en portugais et mise à disposition des autorités.
- Préparation de l'atelier

Le GI WACAF a développé des propositions de contenu pour un plan national structuré en quatre parties : plan stratégique, plan opérationnel, atlas et manuel. L'assistance technique mise en place par le GI WACAF s'est concentré essentiellement sur l'élaboration des documents suivants :

- Un Projet de document d'orientation de plan stratégique : ce document décrit la portée et la couverture du plan, le cadre réglementaire national et international, l'environnement dans le pays, les conditions locales, les éléments sensibles à risque en cas de déversement, les principaux types de risques de déversement (produits, types d'incidents, emplacement, conséquences potentielles), les stratégies et tactiques d'enquête et d'intervention recommandées, les politiques relatives à l'utilisation de dispersants en mer, à la gestion des déchets issus des déversements, les rôles et responsabilités clés en matière de préparation et la politique de préparation (formation, exercices, etc.) et autres éléments nécessaires.
- Un Projet de document d'orientation de plan opérationnel : ce document décrit le processus d'alerte, d'évaluation, d'activation et de mobilisation, l'organisation nationale globale pour gérer les incidents de déversement (et les différents types d'organisation qui peuvent être mis en place en fonction du type, de l'emplacement et de l'ampleur de l'incident), les rôles et responsabilités clés pour l'intervention, les processus de gestion des incidents, l'interface et la participation de la partie responsable, la mobilisation de l'aide extérieure et la gestion transfrontalière des déversements, et autres éléments nécessaires. Ce document contient des renseignements cruciaux pour les personnes en charge chargées d'organiser et de gérer l'intervention.

► PHASE N°2 : REALISER UNE MISSION DANS LE PAYS (Mars 2022) :

- Atelier de travail avec les représentants des autorités compétentes pour discuter et mettre à jour les propositions de contenu,
- Discussion pour établir une feuille de route pour développer et mettre en œuvre le plan

Le rapport de cette mission a été remis aux autorités et est disponible sur le site du GI WACAF

► PHASE N°3 : CONSOLIDATION DES PROPOSITIONS DE CONTENU ET POURSUITE DE L'ASSISTANCE A DISTANCE

- Mise à jour des propositions de contenu sur la base des discussions lors de l'atelier (par le GI WACAF),
- Mise à jour des propositions de contenu sur la base du travail réalisé par le GI WACAF avec la Guinée Bissau pour le développement du plan nation de Guinée Bissau,

L'atelier organisé en avril 2022 avec l'appui de l'ITOPF, a permis de clarifier plusieurs aspects et de mettre à jour des éléments clés du PNIU. En 2024, les propositions de contenu initialement proposées ont été actualisés par le GI WACAF, toujours avec le soutien de l'ITOPF, intégrant les résultats de l'atelier de 2022 ainsi que des apports techniques

complémentaires. Ils ont été transmis aux autorités en mars 2025. Ces deux documents ont été partagés avec les autorités nationales en mars 2025

► **PHASE N°4 : REALISER UNE MISSION DANS LE PAYS (Mai 2025) :**

- Atelier de travail avec les représentants des autorités compétentes pour discuter les propositions de contenu mis à jour et identifier les points spécifiques ayant besoin d'être complétés et consolider,
- Proposition d'un plan d'action détaillé identifiant les tâches à réaliser ainsi que les organisations/institutions compétentes pour mener à bien le travail restant et ainsi finaliser le PNIU.

Le présent rapport concerne cette mission dans le pays.

► **PHASE N°5 : CONSOLIDATION DES PROPOSITIONS DE CONTENU PAR LES AUTORITES NATIONALES ET POURSUITE DE L'ASSISTANCE A DISTANCE PAR LE GI WACAF (en cours)**

Il est de la responsabilité des autorités nationales de s'approprier les documents partagés par le GI WACAF, de les compléter et de consolider les documents du PNIU et ce selon le plan d'action défini ensemble lors de la mission en mai 2025. Le GI WACAF pourra au besoin conseiller à distance l'équipe technique nationale.

1.3 Objectifs des sessions de travail

Les objectifs de ces sessions de travail s'inscrivent dans le cadre d'un projet plus large d'assistance technique visant à soutenir São Tomé-et-Príncipe dans l'élaboration d'un Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, en accord avec les risques actuels, les conventions internationales et les bonnes pratiques.

Le projet GI WACAF a proposé aux autorités un contenu de base pour l'élaboration d'un plan national, en amont de l'atelier (produit en portugais avec l'assistance de l'ITOPF).

Plus spécifiquement, les objectifs techniques prioritaires de l'atelier étaient les suivants :

- **Revoir :**
 - Les composantes clés et les étapes de développement d'un PNIU
 - Les activités de soutien du GI WACAF
 - Le cadre juridique et le statut des conventions internationales à São Tomé-et-Príncipe
- **Élaborer un contenu technique pour le PNIU, incluant :**
 - Les principaux risques identifiés dans le pays
 - La révision du système d'alerte
 - L'organisation nationale générale
 - L'organisation pour la réponse en mer
 - L'organisation pour la réponse à terre

- Comprendre les systèmes de réponse aux déversements et les ressources de l'industrie pétrolière pour le forage offshore, ainsi que les interfaces possibles avec le système national de réponse aux déversements (sessions avec Shell, voir le programme ci-dessous).
- Proposer un plan d'action détaillé visant à aider les autorités nationales à consolider et finaliser le PNIU et à créer un système national d'intervention en cas de déversement.

L'atelier consistait en diverses sessions d'informations et de travail, selon chaque objectif.

1.4 Programme de l'atelier

L'atelier a duré 5 jours du 19 au 23 mai 2025 (programme en [Annexe 1](#) du présent rapport).

Le jeudi 22 mai, dans le cadre de leurs activités de forage à venir en 2025, Shell a organisé un atelier dédié aux parties prenantes de São Tomé-et-Príncipe (acteurs gouvernementaux et ONGs), afin de présenter les activités de forage à venir et de présenter les mesures mises en place par Shell à São Tomé-et-Príncipe en matière de préparation et de réponse aux déversements d'hydrocarbures.

Tous les participants du groupe de travail sur le Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) ont été conviés à participer à cette session de présentation et de discussion. Cet atelier fut aussi l'opportunité de montrer comment la réglementation nationale relative aux déversements accidentels permet de cadrer les pratiques des opérateurs dans toutes les activités de préparation et de lutte en cas de déversements accidentels.

1.5 Lieu et participants

L'atelier sur le PNIU a eu lieu à l'**Institut National pour la promotion de l'Egalité et l'Équité des Genres** à São Tomé.

La session organisée par Shell, a, quant à elle, eu lieu à l'hôtel Pestana.

La liste des participants est disponible en [Annexe 2](#) du présent rapport.

2 Activités et présentations

2.1 Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a eu lieu le lundi 19 mai 2025. Le discours d'ouverture a été assuré par Monsieur Manuel Rosario, technicien de la Direction de Sujet Juridique et Coordination des Actions Environnementales, et point focal GI WACAF.

Il a rappelé le contexte national marqué par un intérêt croissant pour les ressources pétrolières, à la lumière des projets d'exploration actuellement menés par les entreprises présentes dans le pays. Dans ce cadre, il a souligné la nécessité pour São Tomé-et-Príncipe de se doter d'un Plan National d'Intervention d'Urgence, afin de garantir une préparation adéquate face aux risques potentiels liés aux activités pétrolières.

La directrice de la Direction de l'Environnement et de l'Action Climatique (DAAC), Madame Sulisa Quaresma a rappelé dans son allocution l'importance des contributions de chaque acteur présent pour parvenir à la finalisation du plan. Elle a insisté sur l'importance de cet instrument pour le pays et a indiqué la prochaine étape : la proposition d'un décret au gouvernement pour mettre en vigueur le PNIU,

La cérémonie d'ouverture s'est conclue par un échange avec les participants, à leur demande, portant sur l'organisation de l'atelier. À cette occasion, plusieurs d'entre eux, au vu de l'importance du sujet pour le pays, ont exprimé leurs regrets quant à l'absence de représentation gouvernementale, notamment au niveau ministériel ainsi que celle de la direction de l'IMAP.

2.2 Photo de groupe officielle



2.3 Activités

2.3.1 Sessions sur le plan stratégique

Jour 1 – Lundi 19 mai

Session de travail 1 : Introduction de l'atelier

Monsieur Duarte Soares a présenté brièvement le projet GI WACAF ainsi que l'organisation ITOFF. Il a ensuite introduit l'atelier par une présentation générale de l'agenda et un rappel des objectifs et résultats attendus.

Les différentes composantes et étapes clé pour la mise en place d'un Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) ont été rappelées, avec un retour sur les activités récentes d'assistance technique réalisées par le GI WACAF. Après une rapide présentation des documents de travail proposés (plan stratégique et plan opérationnel), un temps de discussion a été pris pour répartir les chapitres des plans entre les institutions pertinentes en présence.

La deuxième partie de la session s'est concentrée sur l'étude du Chapitre 8 relatif aux lignes directrices pour la mise en place, le maintien et l'organisation des responsabilités liées à la préparation nationale, portuaire et privée en cas de déversement d'hydrocarbures, incluant des activités ponctuelles et régulières telles que la formation et les exercices. Monsieur Duarte Soares a décrit les activités nécessaires pour mettre en place et maintenir le système d'intervention en cas de déversements dans le pays.

La dernière partie de cette session était dédiée au Chapitre 2 sur le cadre légal et notamment sur le statut des conventions internationales. Le tableau ci-dessous décrit l'état de la ratification par São Tomé-et-Príncipe des conventions de l'OMI relatives à la pollution par les hydrocarbures, à la responsabilité et à l'indemnisation.

TABLEAU 1 - Etat de la ratification par São Tomé-et-Príncipe des conventions de l'OMI relatives à la pollution par les hydrocarbures, à la responsabilité et à l'indemnisation

As at 5 June 2025 (État des conventions ¹)	MARPOL 73/78 (Annex I/II)	MARPOL 73/78 (Annex III)	MARPOL 73/78 (Annex IV)	MARPOL 73/78 (Annex V)	MARPOL Protocol 97 (Annex VI)	CLC Convention 69	CLC Protocol 76	CLC Protocol 92	FUND Protocol 76	FUND Protocol 92	FUND Protocol 2003	LLMC Convention 76	LLMC Protocol 96	OPRC Convention 90	HNS Convention 96	HNS PROT 2010	OPRC/HNS 2000	BUNKERS CONVENTION 01
Sao Tome & Principe	x	x	x	x	x	x												x

¹ Selon l'état des Conventions disponibles sur le site internet de l'OMI

L'équipe GI WACAF a mis l'accent sur trois conventions dont la ratification est prioritaire pour accéder à l'assistance internationale si bien technique que financière, à savoir : OPRC 1990, CLC 1992 et Fund 1992/Supp Fund 2003.

D'autres conventions internationales pertinentes ont aussi été discutées :

- **Convention d'Abidjan** : adhésion en janvier 2002 (équivalent d'une ratification)
- **Convention de Bale** : adhésion en septembre 2001 (équivalent d'une ratification)
- **Convention de Bamako** : signature en mars 2010 et processus de ratification en cours. L'état d'avancement est à évaluer.

Session de travail 2 : Chapitre 2, 3 & 7 du Plan Stratégique

Monsieur Duarte Soares s'est concentré sur la fin du chapitre 2 et le chapitre 3, tous deux relatifs au cadre juridique national et aux responsabilités en matière de préparation. Cette session a permis un temps d'échanges afin de recentrer les responsabilités de chaque ministère, agence et entités spécifiques chargées de la supervision et de la gestion des activités de préparation aux déversements d'hydrocarbures. Les discussions ont abouti sur la reconnaissance de la nécessité d'éclaircir les responsabilités du Conseil National de Prévention et Réponse aux Catastrophes (CONPREC). La nomination d'un coordinateur national a été identifiée comme l'objectif prioritaire pour la responsabilisation du processus de finalisation du PNIU et sa mise en vigueur.

La dernière partie de la session a permis de discuter le chapitre 7 concernant le recouvrement des coûts et demandes d'indemnisation. La nécessité de ratifier certaines conventions citées plus haut a été rappelée, pour accéder aux fonds internationaux de compensation.

Session de travail 3 : Chapitre 4 du Plan Stratégique

Monsieur Duarte Soares a présenté le chapitre 4 relatif à l'évaluation des risques en mettant l'accent sur l'importance de compléter les parties relatives aux conditions météorologiques et océaniques, mais aussi aux sources possibles de déversements et les niveaux d'incident. L'une des priorités pour consolider cette partie est donc de compléter le tableau sur les principaux types d'hydrocarbure présent sur le territoire :

	Huile persistante	Gravité spécifique	API°	Produits pétroliers en STeP (volumes et lieux significatifs)
Groupe 1 (par exemple, essence, kérosène)	Non	< 0.8	> 45	XXXX XXXX XXXX
Groupe 2 (par exemple, brut léger et produits raffinés, gasoil marin)	Oui	0.8 << 0.85	35 << 45	XXXX XXXX XXXX

Groupe 3 (par exemple, la plupart des produits bruts et raffinés IFO 180)	Oui	0.85 << 0.95	17.5 << 35	XXXX XXXX XXXX
Groupe 4 (par exemple, brut lourd et produits raffinés IFO 380)		> 0.95	< 17,5 (ou point d'écoulement >30°C)	XXXX XXXX XXXX

Cette partie du plan a pour objectif de rappeler les principaux risques de déversements identifiés et implique la conception des principaux scénarios de déversements plausibles à Sao Tome e Principe. Il a été rappelé que cette section doit contenir notamment une identification des risques de déversements en provenance des pays voisins. Cette collecte de données doit mobiliser plusieurs acteurs et les autorités peuvent également faire appel aux industries exploitantes qui a leur niveau dispose de rapport d'évaluation des risques pouvant être utiles.

Dans la section 4.6 sur les sensibilités des différents sites du pays, il est attendu une cartographie des plans de sensibilités et de protection écologique. L'équipe du GI WACAF a rappelé qu'elle peut soutenir son élaboration et relayer les autorités compétentes vers les experts internationaux pertinents.

Jour 2 – Mardi 20 mai

Session de travail 4 : Chapitre 9 du Plan Stratégique

Monsieur Duarte Soares a présenté ce chapitre dédié à la proposition de réglementation pour l'utilisation des dispersants, en rappelant brièvement le principe de cette technique. Il a rappelé les éléments clés à discuter et à cadrer lors du processus d'élaboration de la réglementation nationale pour l'emploi des dispersants, entre autres : la liste des produits approuvés, les limites géographiques, les capacités d'épandage et le processus d'approbation des produits ainsi que le processus de pré-autorisation pour l'utilisation des dispersants.

Au cours des discussions, les participants ont exprimé le souhait de pouvoir identifier les équipements disponibles dans la région, ainsi que les modalités et conditions d'accès à ceux-ci. La cheffe de projet, Anaïs Guillou, a expliqué que chaque industrie est généralement équipée pour répondre aux incidents de niveau Tier 1 et Tier 2. Certains États, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, disposent également de certains équipements en propre. Toutefois, le partage de ces ressources nécessite la mise en place d'accords bilatéraux ou sous-régionaux, qui, à ce jour, ne sont pas encore établis.

Session de travail 5 : Chapitre 10 du Plan Stratégique

Lors de cette session, Monsieur Duarte Soares s'est attardé sur la proposition de politique nationale de gestion des déchets découlant de la gestion du déversement d'hydrocarbure. Elle concerne la première phase de la gestion des déchets, qui comprend la classification, la séparation, le stockage et le transport des déchets, et la deuxième phase qui comprend le traitement et l'élimination finale.

Les échanges durant cette session ont abouti à la conclusion que le contexte du pays ne permet pas un traitement des déchets sur l'île. Le plan finalisé explicitera cette spécificité et détaillera le service de transport pour ce type de travaux. Dans ce contexte, Monsieur Duarte Soares a indiqué la nécessité pour São Tomé et Príncipe d'être prêt à interagir avec les procédures de la convention de Bâle sur les réglementations d'exportation des déchets.

2.3.2 Sessions sur le Plan Opérationnel

Session de travail 6 : Chapitre 3 du Plan Opérationnel

Monsieur Duarte Soares a lors de cette session débuté la revue du document du plan Opérationnel en commençant par le chapitre 3 relatif à l'organisation nationale selon les différents niveaux de déversement et types de fuites. Une des priorités identifiées est la mise à jour du tableau sur les points de contact et parties responsables :

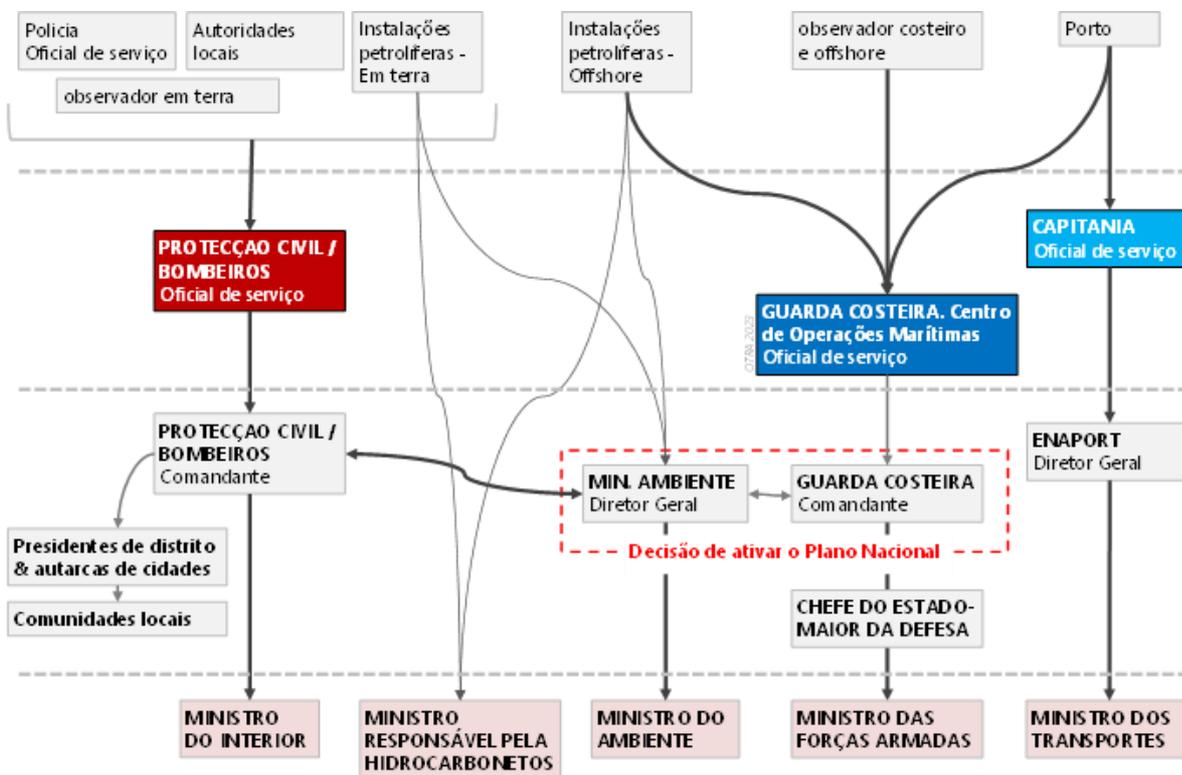
Localisation	Notificateur / Partie responsable	Points de contact nationaux privilégiés en cas de déversement
ZEE, eaux territoriales	- Navire (en dehors de la zone d'autorité portuaire)	→ Garde-côtes ou autorité portuaire la plus proche
	- Installations pétrolières et gazières <i>offshore</i>	→ Garde-côtes <u>et</u> DGRNE
	- Installation à terre, terminal ou autre provoquant un déversement dans la mer	→ Garde-côtes ou autorité portuaire la plus proche <u>et</u> DGRNE
Ports	- Navire (dans la zone d'autorité portuaire) - Installation, activité industrielle (dans la zone sous autorité portuaire)	→ Autorités portuaires
	[Autres s'il y a lieu...]	[Autres s'il y a lieu...]
Retour / Sur terre	- Personne responsable d'installations, de terminaux ou d'activités qui traitent des hydrocarbures ou des SNPD - Toute autorité locale ou de district ou tout représentant du ministère	→ DGRNE et, si nécessaire, Les autorités policières, les pompiers ou les services de protection civile
	- Toute personne observant un accident vasculaire cérébral	→ Autorités de police ou services d'incendie ou de protection civile ou autorités locales/de district
	[Autres s'il y a lieu...]	[Autres s'il y a lieu...]
En mer / Sur terre	Aéronefs civils	→ Autorités de contrôle du trafic aérien

Monsieur Carlos Mendes Dias, coordinateur du CONPREC, a indiqué que son organisation a mis en place des équipes proches des différentes communautés de l'île, et dont la mission consiste notamment à faire remonter les incidents identifiés par la population.

Ce dispositif d'alerte pourrait être plus utilisé par la Garde Côtière, qui devraient traiter ces informations sur les alertes des eaux territoriales. Le mécanisme et ses effectifs peuvent également avoir un rôle à jouer dans l'équipe nationale de coordination des incidents.

De plus, il a ajouté que l'intégration des chefs de communautés dans le chemin de communication de la stratégie de réponse est essentielle.

Ces nouveaux éléments devront être intégrés notamment au schéma résumant le processus d'alerte national présent dans le plan :



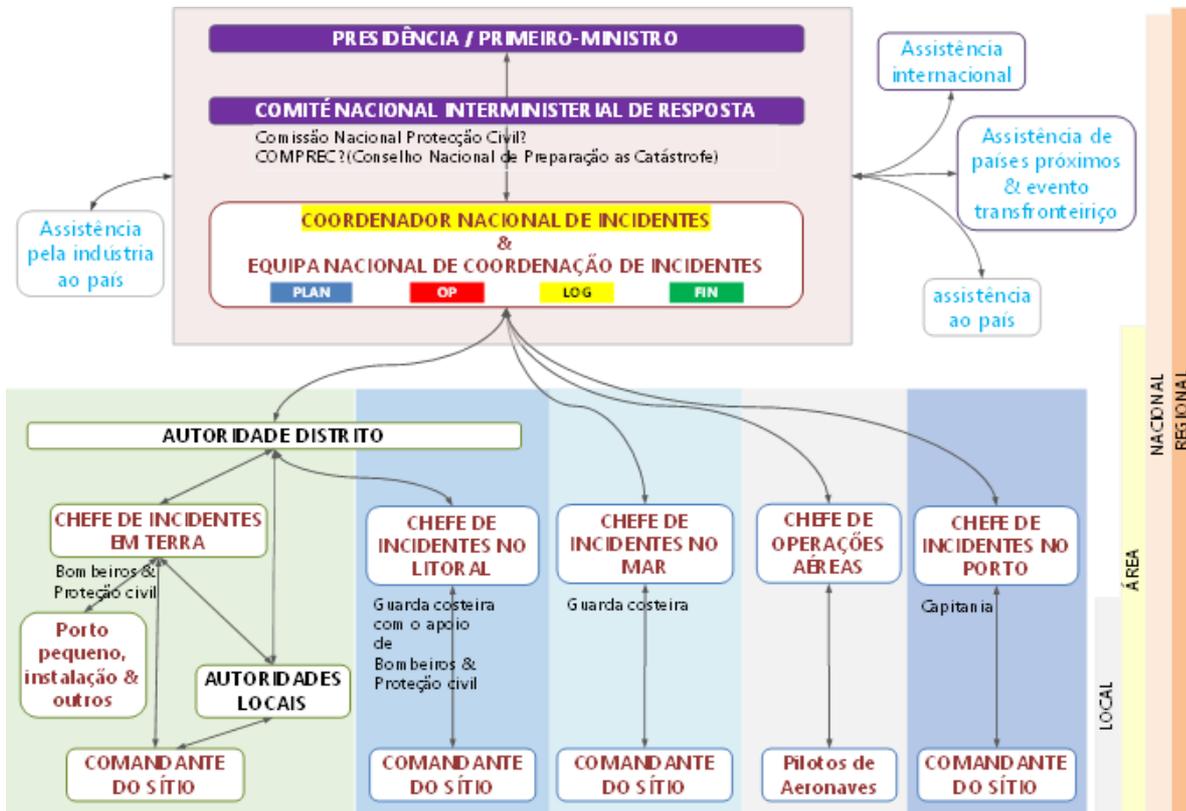
Session de travail 7 : Chapitre 4 du Plan Opérationnel

Monsieur Duarte Soares a, dans cette session, insisté sur les fonctions clés et responsabilités dans le cadre de la lutte antipollution. Les acteurs présents ont été invités à échanger sur les rôles respectifs des différentes organisations/institutions en présence. Il est ressorti de la discussion que la mise en place d'un comité national d'intervention en cas de déversement qui aura pour leader un coordinateur national des incidents est un point prioritaire.

Jour 3 – Mercredi 21 mai

Session de travail 8 : Chapitre 5 du Plan Opérationnel

Dans la continuité de la session précédente, Monsieur Duarte Soares a détaillé à travers le chapitre 5 la composition du comité national d'intervention et la gestion nationale du système de gestion des incidents.



Session de travail 9 : Chapitre 5 du Plan Opérationnel

Cette session a été dédiée à une pré-identification des acteurs et de leur rôle au sein du système de gestion des incidents.

Les discussions ont notamment mené à la demande de la part du point focal GI WACAF, Manuel Rosario, auprès de l'équipe GI WACAF de mettre en lien les autorités de Sao Tomé-et-Príncipe avec des pays comme l'Angola pour avoir accès à un exercice de grande ampleur.

Anaïs Guillou, Cheffe de projet du GI WACAF, a rappelé que la finalisation du PNIU est pour l'instant la priorité du pays. Lorsque ce dernier sera adopté, le GI WACAF s'engage à supporter l'organisation d'un exercice pour tester le plan. Néanmoins, elle a mentionné la possibilité pour les autorités de São Tomé-et-Príncipe d'être invité par l'Angola en tant qu'observateur d'un de leur exercice.

Session de travail 10 : Chapitre 8 du Plan Opérationnel

Monsieur Duarte Soares a présenté le chapitre 8 relatif à la mobilisation de l'aide extérieure sous l'angle opérationnel. Les échanges entre les participants ont abouti sur la nécessité de réévaluer l'état de leur adhésion au niveau de la Convention d'Abidjan et de la Convention de Bamako.

La seconde partie de la session s'est concentrée sur les annexes qu'un PNIU doit comporter pour être complet. Monsieur Duarte Soares a rappelé l'existence de modèle de l'OMI pour les formulaires "POLREP", le système de rapport d'urgence maritime utilise lors des déversements. Il a été rappelé que les annexes devraient également inclure les arrêts et/ou décrets en lien avec le plan de contingence.

Jour 5 – Vendredi 23 mai

Session de travail 11 : Planification et méthodologie de travail

La dernière session de l'atelier a permis de faire une synthèse des travaux réalisés tout au long de la semaine, ainsi que de rediscuter des travaux prioritaires et nécessaires pour consolider et finaliser le PNIU de São Tomé-et-Principe. A cet effet, l'équipe GI WACAF a partagé avec les participants un tableau ([Annexe 3](#)) détaillant le travail restant à faire section par section ainsi que les institutions/organisations compétentes identifiées pour mener à bien le travail.

Monsieur Carlos Mendes Dias, coordinateur du CONPREC a appuyé la nécessité d'un document officiel provenant du gouvernement sur la répartition de ce travail, afin de s'assurer que les techniciens identifiés dans le tableau puissent intégrer cette mission dans leur cadre de travail sans préjudice. Madame Anaïs Guillou a souligné l'importance que le coordinateur national occupe une position hiérarchique suffisamment élevée afin de disposer de l'autorité nécessaire et de la capacité à dialoguer efficacement avec les directeurs des institutions concernées.

Les échanges ont également porté sur la question de la voie juridique d'adoption du PNIU. Monsieur Duarte Soares a souligné que l'approbation par décret du PNC pourrait poser des problèmes pour la mise à jour du plan à l'avenir. Toutefois, l'option d'adoption par décret a été maintenue et validée par tous les participants.

2.3.3 Séminaire Shell

Jour 4 - Jeudi 22 mai

Cette journée organisée par Shell a convié tous les participants de l'atelier GI WACAF. Il a permis à l'entreprise de communiquer sur la campagne de forage à venir à São Tomé-et-Principe.

En début 2024, Shell a conclu un consortium avec Petrobras et ANP-STP, se voyant opérateur à 40 % sur les blocs 10, 11 et 13, avec Petrobras à hauteur de 45 % sur deux de ces blocs. Actuellement, une nouvelle campagne de forage d'un puit d'exploration est prévue de débuter entre juillet et août.

Lors de ce séminaire, le projet GI WACAF et ses activités de support pour la finalisation du PNIU ont été présentés par Manuel Rosario, point focal du GI WACAF.



2.4 Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a eu lieu le vendredi 23 mai 2025 en fin de matinée en présence notamment de Madame Sulisa Quaresma, directrice de la DAAC.

La Directrice de la DAAC a insisté sur le fait que chaque acteur doit assumer ses responsabilités vis-à-vis du plan, et que la DAAC, en collaboration avec l'IMAP, assurera la coordination de sa finalisation. Une attention particulière a été portée à la nécessité de créer un comité national pour structurer cette coordination, et à la mise en place d'un groupe technique fonctionnel et doté de moyens. Elle a terminé son allocution par une motion de gratitude envers l'équipe du projet GI WACAF.

Anaïs Guillou, Cheffe de projet du GI WACAF, a rappelé que l'engagement conjoint des parties prenantes publiques et privées est indispensable à la réussite du processus. Elle a insisté sur la priorité à accorder à la ratification du plan et sur le rôle que pourra continuer à jouer le GI WACAF, en lien avec l'industrie, pour appuyer les prochaines étapes. Elle a terminé son allocution par des remerciements pour l'accueil et la collaboration de la DAAC en les personnes de Madame Sulisa Quaresma et Manuel Rosario.

La cérémonie s'est clôturée par la remise des certifications à chacun des participants de l'atelier.

3 Recommandations

Les recommandations des participants de l'atelier sont résumées ci-dessous :

3.1 Ratification des conventions internationales

São Tomé e Príncipe devrait, en urgence, ratifier et mettre en œuvre les Conventions internationales développées sous l'égide de l'OMI et en particulier celles liées à l'indemnisation :

- **CLC 1992** : Convention de 1969/1992 sur la responsabilité civile.
- **Fund 1992** : Convention portant création du FIPOL 92.
- **Bunker 2001** : Convention Internationale sur la Responsabilité Civile pour les dommages dus à la pollution par fuel de soute.
- **Supp Fund 2003** : La Convention pour un Fonds complémentaire de 2003.
- **LLMC 1996** : Protocole de 1996 portant modification de la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes.

Les autres instruments sont aussi à ratifier :

- **OPRC 1990** : Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures.
- **OPRC HNS Protocol 2000** : Protocole de 2000 sur la préparation, la lutte et la coopération contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses (Protocole OPRC-HNS).
- **HNS 2010** : Protocole de 2010 à la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport de substances nocives et potentiellement dangereuses par mer.
- **Convention de Bamako** sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique.

Le statut d'adhésion du pays est à vérifier pour :

- **La Convention d'Abidjan** pour la Coopération en matière de Protection et de Développement du Milieu Marin et Côtier de la Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique
- **La Convention de Bâle** sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

Il est rappelé que l'OMI et le projet GI WACAF peuvent fournir une assistance technique pour la ratification et la mise en œuvre de ces conventions.

3.2 Constitution de l'équipe de travail

Conformément à l'objectif de la DAAC de finaliser le PNC d'ici la fin 2025, il sera nécessaire de constituer dès que possible une équipe de travail, composée de représentants des institutions participantes et impliquant de préférence les participants à ce séminaire. À cette fin, les actions suivantes sont recommandées :

- Création d'un groupe WhatsApp avec l'ensemble des membres de l'équipe nationale en charge de la finalisation du PNIU pour la communication.

- Réunion des parties concernées pour nommer un coordinateur national et valider le cadre de distribution des chapitres du PNIU (annexe 3).
- Mise en place de mécanismes de communication et de coordination entre tous les acteurs.
- Développement d'un plan de travail avec des délais pour l'achèvement des chapitres et leur regroupement dans le document final.
- Une lettre officielle du gouvernement justifiant la demande de mise à disposition des différents membres de l'équipe de travail en charge de la finalisation du PNIU

3.3 Finalisation du PNIU conformément aux documents proposés :

Les institutions faisant partie de l'équipe nationale de travail en charge de la finalisation du PNIU doivent :

- Finaliser les parties du plan comme convenu lors du séminaire (annexe 3).
- Solliciter les personnes compétentes afin d'obtenir les informations requises dans chaque section à finaliser.
- Organiser des réunions périodiques afin d'assurer le bon déroulement des travaux et de collaborer à la résolution des obstacles qui pourraient survenir.

3.4 Approbation officielle du PNC

- Une fois le plan finalisé, il est nécessaire d'initier le processus d'adoption du PNIU par décret, le rendant ainsi officiel.
- Il est recommandé de prévoir la possibilité de mettre à jour le PNIU sans avoir à recourir à la procédure d'adoption d'un décret, qui est longue et compliquée.

3.5 Mise en œuvre du PNC

Étant donné que l'entité responsable de l'élaboration du PNIU est la Direction générale de l'environnement, et que l'autorité nationale compétente (et opérationnelle) pour lutter contre les déversements dans le milieu marin et côtier est la Garde côtière, les étapes suivantes représentent les actions à mener après l'adoption du plan par décret :

- Le Comité national de réponse doit être créé pour travailler sur les documents du Plan national et pour planifier et coordonner la mise en œuvre des activités de préparation (formation, exercices, etc.). Les membres de cette équipe doivent être officiellement désignés par leurs ministères/administrations/entités respectifs. Ils doivent un minimum de disponibilité et de ressources (financières et matérielles) pour accomplir leurs tâches dans ce domaine.

- Il doit y avoir une clarification et une harmonisation entre les ressources proposées pour aider à la rédaction du PNIU et le décret-loi n° 17/2011 portant création du Conseil national de préparation et de réponse aux catastrophes, CONPREC.
- Un budget annuel doit être prévu pour soutenir l'équipe technique et la mise en œuvre des activités de préparation (formation, exercices, etc.).
- Les autorités doivent identifier ou, si nécessaire, créer des mécanismes permettant de débloquer des fonds d'urgence en cas d'incident.

4 Conclusion

Cet atelier, organisé sur cinq jours, a rassemblé les représentants des principales agences nationales impliquées dans la préparation et la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures. Il a permis de rappeler les fondamentaux en matière de lutte antipollution, notamment la préparation, le régime international de responsabilité et d'indemnisation, les stratégies d'intervention, ainsi que l'organisation institutionnelle nationale.

L'essentiel du travail a porté sur la présentation et la discussion des propositions de contenu pour le PPNIU. L'ensemble des données manquantes nécessaires à la finalisation du Plan a été identifié, et la répartition des tâches de rédaction a été confiée aux acteurs compétents.

Le GI WACAF, en complément du présent rapport, a transmis aux autorités nationales une série de documents visant à capitaliser sur la dynamique engagée à travers cet atelier, qui constitue une étape clé dans le processus de révision et de mise en œuvre d'un système national d'intervention efficace.

La poursuite des travaux amorcés relève désormais de la responsabilité des autorités nationales concernées, qui ont exprimé leur engagement à s'organiser pour assurer la continuité des efforts, notamment sur la base des recommandations formulées au cours de l'atelier.

5 Annexes

5.1 Annexe 1 – Programme

Jour 1 – Lundi 19 mai	
08:45	Accueil des participants
09:00	Cérémonie d'ouverture et présentation de l'atelier Accueil et présentation du projet GI WACAF Discours d'ouverture des autorités
10:00	Pause
10:15	Introduction : Agenda, organisation, réunions, désignation des responsables
10:30	<p>SESSION DE TRAVAIL 1 Récapitulatif des composantes et étapes d'un PNC Soutien du GI WACAF / activités à mener Documents proposés pour le Plan national d'urgence</p> <p><u>Document stratégique – chapitre 8. Programme national d'urgence et approbation</u> Document vs. Programme national d'urgence Approbation au niveau national</p> <p><u>Document stratégique – chapitre 2. Cadre juridique :</u> Statut des conventions internationales à São Tomé-et-Príncipe (sections 2.1 et 2.2) Discussion sur l'état des conventions à São Tomé-et-Príncipe et les priorités pour leur adhésion (section 2.3) <i>Résultats attendus : Principaux textes réglementaires identifiés</i></p>
12:00	Pause déjeuner
13:00	<p>SESSION DE TRAVAIL 2 <u>Document stratégique – chapitres 2 et 3. Cadre juridique national et responsabilités en matière de préparation</u> Réglementations nationales (section 2.3) Cadre réglementaire national pour la gestion des incidents <i>Résultats attendus : Principaux textes réglementaires identifiés</i></p> <p><u>Document stratégique – chapitre 7. Coûts, recouvrement et compensation :</u> Recouvrement des coûts et compensation (section 7) <i>Résultats attendus : compréhension des mécanismes de recouvrement des coûts et de compensation</i></p>
14:30	Pause
14:45	<p>SESSION DE TRAVAIL 3 <u>Document stratégique – chapitre 4. Évaluation des risques</u> Conditions météorologiques et océaniques (section 4.1) Sources possibles de déversements et niveaux d'incidents (sections 4.2 + 4.3) Cartographie des sensibilités (sections 4.6 + 5.1.3. Accès) Risques pour la santé et la sécurité (section 4.7) <i>Résultats attendus : principaux risques identifiés dans le pays</i></p>
16:30	Fin de journée

Jour 2 – Mardi 20 mai	
08:45	Accueil des participants
09:15	<p>SESSION DE TRAVAIL 4 Document stratégique – chapitre 9. Proposition de règlements relatifs à l'utilisation des dispersants Récapitulatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Points importants à considérer pour la réglementation nationale - Présentation du document du GI WACAF - Travail à réaliser <p><i>Résultats attendus : sensibiliser les participants à la nécessité d'une réglementation</i></p>
10:15	Pause
10:30	<p>SESSION DE TRAVAIL 5 Document stratégique – Chapitre 10. Proposition de réglementation pour la gestion des déchets provenant de déversements d'hydrocarbures Récapitulatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Points importants à considérer pour la réglementation nationale - Présentation du document du GI WACAF - Travail à réaliser <p><i>Résultats attendus : sensibiliser les participants à la nécessité d'une réglementation</i></p>
12:00	<i>Pause déjeuner</i>
13:00	<p>SESSION DE TRAVAIL 6 Document opérationnel – chapitre 3. Organisation nationale possible pour différents niveaux et types de déversements Récapitulatif Alertes, évaluation et mobilisation</p> <p><i>Résultats attendus : Révision du système d'alerte</i></p>
14:30	Pause
14:45	<p>SESSION DE TRAVAIL 7 Document opérationnel – chapitre 4. Organisation nationale possible pour différents niveaux et types de déversements Fonctions clés et responsabilités dans le cadre de la réponse</p> <p><i>Résultats attendus : Organisation nationale globale – consolidation</i></p>
16:30	Fin de journée

Jour 3 – Mercredi 21 mai	
08:45	Accueil des participants
09:15	<p>SESSION DE TRAVAIL 8</p> <p>Document opérationnel – chapitre 5. Organisation nationale possible pour différents niveaux et types de déversements Structure nationale de gestion des incidents (sections 5.1; 5.2) <i>Résultats attendus : Organisation en mer et à terre – consolidation</i></p>
10:15	Pause
10:30	<p>SESSION DE TRAVAIL 9</p> <p>Document opérationnel – chapitre 5. Organisation nationale possible pour différents niveaux et types de déversements Structure nationale de gestion des incidents (section 5.3) <i>Résultats attendus : Organisation en mer et entités désignées – consolidation</i></p>
12:00	Pause déjeuner
13:00	<p>SESSION DE TRAVAIL 10</p> <p>Document opérationnel – chapitre 5. Organisation nationale possible pour différents niveaux et types de déversements Structure nationale de gestion des incidents (section 5.3) <i>Résultats attendus : Organisation sur le terrain et organismes désignés - consolidation</i></p>
14:30	Pause
14:45	<p>SESSION DE TRAVAIL 11 Document opérationnel - 8. Mobilisation de l'aide extérieure (internationale)</p> <p>Document opérationnel - Annexes Répertoire des urgences Ressources d'intervention Formulaires</p>
16:30	Fin de journée

Jour 4 – Jeudi 22 mai	
SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL DE SHELL À SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE	
08:30	Accueil des participants
09:00	<p>Bienvenue et introduction au plan de travail GIWACAF / Manuel do Rosário : mise à jour du plan national d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures</p>
09:45	<p>SESSION 1 : L'industrie à São Tomé et Príncipe Aperçu de la campagne de forage de Shell à São Tomé et Príncipe Autres opérateurs (à confirmer)</p>

10:30	Pause
11:00	SESSION 2 : Structures d'intervention et collaboration Organisation de l'équipe de gestion des incidents de Shell (IMT) Simulation avec jeu de rôle selon ICS 300
13:00	Pause déjeuner
14:00	SESSION 3 : Protection de la faune et de la flore
16:00	Clôture de l'atelier
16:30	Fin de journée

Jour 5 - Vendredi 23 mai	
08:45	Accueil des participants
09:00	SESSION DE TRAVAIL 12 PROCHAINES ÉTAPES Résumé des travaux Travail prioritaire et attribution aux responsables nationaux Planification - Mécanisme de travail, échange de documents et soutien technique entre le coordinateur STeP, les responsables nationaux et GI WACAF
10:15	Pause
10:30	SESSION DE TRAVAIL 12 PROCHAINES ÉTAPES Résumé des travaux Travail prioritaire et attribution aux responsables nationaux Planification - Mécanisme de travail, échange de documents et soutien technique entre le coordinateur STeP, les responsables nationaux et GI WACAF
12:00	Pause déjeuner
14:00	Clôture des travaux

5.2 Annexe 2 – Liste des participants

Nome completo (Nome, APELIDO)	Organização	Cargo/Posição na organização	Endereço de e-mail
Luis Filipe Ten-jua Viegas Pinto	DAAC	Técnico	tvpluisfilipe@gmail.com
Elaine Luciano do Espírito Santo Neto Vicente	Direção dos Serviços Geográficos e Cadastrais	Urbanista	elaineneto2@hotmail.com
Youdernilto da Fonseca dos Santos Oliveira	Guarda costeira	Chefe do Policiamento Marítimo	Youdersants@gmail.com
Edson do Rosário Costa	ANP-STP	Relações Públicas	edson.costa@anp-stp.gov.st
Ronald Abreu	DAAC	Técnico	ronaldneto553@gmail.com
Filipe Mata do Espírito Santo	Direção do Ambiente Ação Climática	Técnico	santofilipe052@gmail.com
Carlos Mendes Dias	CONPREC	Coordenador	mendescarlos1953@gmail.com
Mirian Matias	Direção do Ambiente e Ação Climática	Técnica	mirianmatias732@gmail.com
Arliciney Neto	Direção de ambiente	Técnico	arlicineyneto554@gmail.com
Leopoldina Jesus Fernandes	Autoridade Geral Aduaneira	Reverificadora Principal	leojesus24@hotmail.com
Emerson Alves Patricio	Serviço Migração e Fronteira	2 subchefe	patricioestefany49@gmail.com
Breyner Lopes	Migração		breynerlopes1@hotmail.com
Manuel Rosario	DAAC		manrosario2000@yahoo.com.br
Adbelasi Ceita	ENAPORT		adbelasi_ceita@hotmail.com
J. Roserio	DAAC		
Ricondo Evora	PNSTP / UPAB		
Virginia Carvalho Godinho	D.PESCAPE A		virginiacarvalho998@hotmail.com
Sulisa Quaresma	DAAC - Dir		sulisa.dgaac@gmail.com
Flosencio Costa	IMAP STP		flosencioc@gmail.com
Aurélio Ayres da Mata Dias da Silva	Ministério da Agricultura	Técnico	kawiksilva@hotmail.com

5.3 Annexe 3 – Table de répartition du PNIU

PLANO NACIONAL DE CONTINGÊNCIA CONTRA DERRAMES DE PETRÓLEO DA REPÚBLICA DE SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE

**--- Projecto de documento &
líderes técnicos nacionais**

V.0
09/05/2
025

Status Summary	
84	EM CURSO
0	ATTRASADO
0	TERMINADO
1	A FAZER

PLANO ESTRATÉGICO	Instituto n Líder	Focal point (name)	Especialistas	Estado	Data-alvo	Acções - STeP	Acções - GI WACAF
SIGLAS E ABREVIATURAS				EM CURSO		Acrescentar requisitos ou outro, conforme necessário	
1 INTRODUCTION							
1.1 Antecedentes	DAAC - AMBIENTE	Manuel Rosario		EM CURSO		1.1 Rever e substituir figuras + rever texto	
1.2 Finalidade e objetivos		Manuel Rosario		EM CURSO		Rever texto se necessário	

1.3	Princípios subjacentes		Manuel Rosario		EM CURSO		Rever texto se necessário	
1.4	HNS		Manuel Rosario		A FAZER		Acrescentar uma nota (a ser completada pelo Duarte)	
2 ENQUADRAMENTO JURÍDICO								
2.1	CONVENÇÕES INTERNACIONAIS	jurista da ANP		ANP / Ambiente / IMAP	EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário * ACTUALIZAR A TABELA PÁGINA 21 FINALIZAR RATIFICAÇÃO DO OPRC90, CLC92, FUNDOS 92 E IMPLEMENTAR NA LEGISLAÇÃO NACIONAL	Follow the process Provide some guidance on steps to be followed
2.2	CONVENÇÕES REGIONAIS			ANP / Ambiente	EM CURSO		Acrescentar ou remover, conforme necessário FINALIZAR A ASSINATURA DA CONVENÇÃO DE ABIDJAN E O BAMAKO?	
2.3	REGULAMENTOS NACIONAIS PARA A GESTÃO DE INCIDENTES/ DESASTRES E DERRAMES.			ANP / Ambiente	EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário * remover caixa (lembrete ..). Nota: um projecto de lei foi elaborado em 2016. O texto deve ser actualizado e tornar-se oficial	
3	PAPÉIS E RESPONSABILIDADES-CHAVE PARA A PREPARAÇÃO							

3.1	AUTORIDADE NACIONAL COMPETENTE PARA O GRAU DE PREPARAÇÃO	Guarda Costeira / Protecção civil	Santos Oliveira /		EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário	
3.2	Depositário do plano				EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário	
3.3	APOIO FINANCEIRO PARA A PREPARAÇÃO E RESPOSTA				EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário	
3.4	COMITÉ INTERMINISTERIAL DE PILOTAGEM DE PREPARAÇÃO				EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário	
3.5	Comité Técnico Nacional para a Preparação				EM CURSO		verificar decreto CONPREC e emendar conforme necessário	
3.6	Responsabilidades gerais das instituições de STeP				EM CURSO		Completar	
3.7	Navios, unidades Oil&Gas offshore, portos marítimos e instalações de manuseamento de petróleo/ SUBSTÂNCIAS PERIGOSAS E NOCIVAS ou actividades				EM CURSO		Emendar, acrescentar ou remover, conforme necessário	
4	AVALIAÇÃO DE RISCOS							

4.1	Condições Meteorológicas e Oceanográficas	CONPREC	Carlos Mendes	Meteoro gical Insitute	EM CURSO		verificar e rever figura, actualizar correntes marinhas	
4.1.1	Navios que passam ao largo da costa		Carlos Mendes	imapa guarda COSTEIRA	EM CURSO		investigar e incluir	
4.1.2	ACTIVIDADES OFFSHORE DA INDÚSTRIA PETROLÍFERA E DO GÁS (EXPLORAÇÃO OU PRODUÇÃO)		Carlos Mendes	ANP	EM CURSO		investigar e incluir	
4.1.2.1	Actividades nos países vizinhos		Carlos Mendes	ANP	EM CURSO		investigar e incluir	

4.1.2	Actividades planeadas em STeP	Carlos Mendes	ANP	EM CURSO		investigar e incluir	
4.1.3	PORTOS DE STEP	Carlos Mendes	ENAPORT	EM CURSO		investigar e incluir	
4.2	Principais tipos de petróleos presentes no país	Carlos Mendes	EMCO/ SONANGO L/MINISTRE RE COMMERC E ET INDUSTRIE	EM CURSO		discutir com ENCO e incluir	
4.3	Identificação de possíveis fontes de derrame	Carlos Mendes	ANP? / ENCO / IMAP	EM CURSO		Investigar e incluir / Actualizar o mapa e figuras	
4.4	Provável destino e comportamento dos produtos derramados	Carlos Mendes		EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
4.5	Principais cenários de derrame e avaliação do risco de derrame	Carlos Mendes	ENCO / IMAP / ANP	EM CURSO			
4.6	SENSIBILIDADES	Carlos Mendes	PESCA / AMBIETE	EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
4.6.1	TIPOS DE LINHAS DE COSTA E SENSIBILIDADE ECOLÓGICA A DERRAMES DE PETRÓLEO	Carlos Mendes		EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
4.6.2	RECURSOS ECOLÓGICOS/BIOLÓGICOS SENSÍVEIS	Carlos Mendes		EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
4.6.3	HABITAT MARÍTIMO E TERRESTRE	Carlos Mendes		EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
4.6.4	VIDA SELVAGEM	Carlos Mendes		EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
4.6.5	RECURSOS SOCIOECONÓMICOS SENSÍVEIS (ACTIVIDADES E UTILIZAÇÕES)	Carlos Mendes		EM CURSO		investigar e incluir	
4.7	Principais riscos para a saúde e segurança	Carlos Mendes	DIRECTION DELA SANTE /	EM CURSO		investigar e incluir	

				DIRECT IONBIOLO GIE				
4.8	Prioridades de proteção		Carlos Mendes	AMBIENTE	EM CURSO		investigar e incluir	
4.8.1	HABITATS E ECOSSISTEMAS SENSÍVEIS		Carlos Mendes	AMBIENTE	EM CURSO		investigar e incluir	
4.8.2	SÍTIOS MUITO SENSÍVEIS PARA OS QUAIS É POSSÍVEL UMA PROTEÇÃO ESPECÍFICA		Carlos Mendes	AMBIENTE	EM CURSO		investigar e incluir	
5	TÉCNICAS E STRATEGIAS DE RESPOSTA						rever figuras 17 e 18 e emendar conforme necessário	
5.1	Considerações gerais		Carlos Mendes	INSTITUT NATIONAL DES ROUTES	EM CURSO		rever	
5.1.1	ANÁLISE DE BENEFÍCIO AMBIENTAIS LÍQUIDO, ("NEBA")	CONPREC	Carlos Mendes	PROTECTI ON CIVILE,?	EM CURSO		rever	
5.1.2	FASES DA RESPOSTA		Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
5.1.3	ACESSO A SÍTIOS DE DERRAME		Carlos Mendes	INSITUT NATIONAL STATISTIQU E SERVICE TOPOGRA PHIQUE	EM CURSO		investigar e incluir	

5.2	Técnicas de resposta a DERRAMES		Manuel Rosario		EM CURSO		rever	
5.3	ESTRATÉGIA DE RESPOSTA EM STeP			AMBIENTE + guarda?	EM CURSO		rever	
6 RECURSOS DE REPOSTA							rever	
6.1	RECURSOS DE RESPOSTA	CONPREC	Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
6.2	PESSOAL		Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
6.3	EQUIPAMENTO		Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
6.4	APOIO LOGÍSTICO		Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
6.5	Serviço de apoio		Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
6.6	INSTALAÇÕES RELACIONADAS COM INCIDENTES		Carlos Mendes	GUARDA COSTEIRA / NAVY / IMAP	EM CURSO		emendar conforme necessário	
6.7	ASSISTÊNCIA REGIONAL E INTERNACIONAL		Carlos Mendes		EM CURSO		rever	
RECUPERAÇÃO DE CUSTOS & REIVINDICAÇÕES de COMPENSAÇÃO								

7.1	ENQUADRAMENTO GERAL	AMBIENTE	Manuel Rosario		EM CURSO		rever	
7.2	PEDIDOS DE INDEMNIZAÇÃO NA SEQUÊNCIA DE DERRAMES provenientes DE NAVIOS (CONVENÇÕES da OMI)		Manuel Rosario		EM CURSO		rever, remover o que não se aplica	
7.3	REIVINDICAÇÕES DECORRENTES DE DERRAMES DE FONTES FIXAS COSTEIRAS/em alto-mar e OUTRAS FONTES		Manuel Rosario	IMAP	EM CURSO		investigar e incluir	
8 ACTIVIDADES DE PREPARAÇÃO								
8.1	Designação de pessoal-chave	CONPREC	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTION ?	EM CURSO		rever e emendar conforme necessário	
8.2	Disposições de resposta para distritos e portos		Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTION	EM CURSO		rever, investigar e incluir	
8.3	Disposições de resposta para o sector privado		Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTION / IMAP / ANP	EM CURSO		rever e acrescentar conforme necessário	

8.3.1	CAPACIDADES, ARRANJOS E PLANOS PARA NAVIOS	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTI ON / IMAP / ANP	EM CURSO		rever e investigar e incluir conforme necessário	
8.3.2	CAPACIDADES, ARRANJOS E PLANOS PARA INSTALAÇÕES E ACTIVIDADES LOCAIS	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTI ON / IMAP / ANP	EM CURSO		rever e acrescentar conforme necessário	
8.3.3	CAPACIDADES, ACORDOS E PLANOS PARA COMPANHIAS PETROLÍFERAS INTERNACIONAIS	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTI ON / IMAP / ANP	EM CURSO		rever e acrescentar conforme necessário	
8.3.4	APRESENTAÇÃO DE PLANOS AS AUTORIDADES	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTI ON / IMAP / ANP / CONPREC	EM CURSO		discutir	
8.4	Actividades nacionais de formação	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTI ON	EM CURSO		investigar e acrescentar conforme necessário	
8.5	Exercícios nacionais	Carlos Mendes	+ CIVIL PROTECTI ON	EM CURSO		investigar e acrescentar conforme necessário	
8.6	Revisão, aprovação e aplicação do PNC	Manuel Rosario	INIC?	EM CURSO		rever e discutir, acrescentar conforme necessário	
9	PROPOSTAS PARA UMA POLÍTICA NACIONAL PARA A UTILIZAÇÃO DE PRODUTOS DISPERSANTES NO MAR						

9.1	DECLARAÇÃO GERAL E ÂMBITO DA POLÍTICA	DAAC - AMBIENTE / IMAP	Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO		rever e acrescentar conforme necessário, discutir e emendar conforme necessário	XACAF CAN SUPPORT WITH THE DEVELOPEMENT WHEN THE PLAN WILL BE FINALISED
9.2	TIPOS DE PRODUTO E DISPERSIVIDAD		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.3	APROVAÇÃO DE PRODUTOS DISPERSIVOS - O QUÊ?		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.4	LIMITES DE USO DISPERSIVO - ONDE?		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.5	PESSOAL DE PULVERIZAÇÃO, EQUIPAMENTO E APOIO LOGÍSTICO - COMO?		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.6	PRÉ-APROVAÇÃO DOS LOCAIS/ PORTOS/ INDÚSTRIA/ ENTES PRIVADOS		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.7	PREPARATIVOS		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.8	SAÚDE E SEGURANÇA DURANTE A PULVERIZAÇÃO		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.9	PROCESSO DE TOMADA DE DECISÃO		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			
9.10	GESTÃO, RELATÓRIOS E MONITORIZAÇÃO DE OPERAÇÕES DE PULVERIZAÇÃO		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO			

9.1	CONSIDERAÇÕES QUANTO À RESTRIÇÃO DAS ATIVIDADES DE PESCA		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO		
9.1	Lista de referência de produtos aprovados em França, Reino Unido, EUA e Austrália		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO		
9.1	Mapas de águas interiores, águas territoriais e zona contígua		Manuel Rosario / Breyner Lopes		EM CURSO		
10	PROPOSTA PARA UMA POLÍTICA NACIONAL DE GESTÃO DE RESÍDUOS DERRAMADOS						
10.1	INTRODUÇÃO	DAAC - AMBIENTE	Manuel Rosario	CONPREC?	EM CURSO	rever e acrescentar conforme necessário, discutir e emendar conforme necessário	
10.2	CLASSIFICAÇÃO DOS RESÍDUOS		Manuel Rosario	CONPREC?	EM CURSO		
10.3	MINIMIZAÇÃO, TRIAGEM NA FONTE, ARMAZENAMENTO TEMPORÁRIO E TRANSPORTE		Manuel Rosario	IMAP?	EM CURSO		
10.4	ARMAZENAMENTO INTERMEDIÁRIO E A LONGO PRAZO		Manuel Rosario	CONPREC?	EM CURSO		
10.5	TRATAMENTO E ELIMINAÇÃO DE RESÍDUOS		Manuel Rosario	CONPREC?	EM CURSO		
10.6	EXPORTAÇÃO DE RESÍDUOS		Manuel Rosario	CONPREC?	EM CURSO		
11	OUTRAS POLÍTICAS NACIONAIS					A discutir	
12	ANEXOS						

12.1	OPRC 90 - Extracts	DAAC - AMBIENTE	Manuel Rosario		EM CURSO		Discutir e acrescentar conforme necessário	
12.2	MARPOL Overview		Manuel Rosario		EM CURSO		Discutir e acrescentar conforme necessário	
12.3	ANEXO: Regulamentação nacional 12.3.113 de abril de 2016 texto do conselho de ministros que aprova o projeto de lei para aderir às convenções internacionais		Manuel Rosario		EM CURSO		Discutir e acrescentar conforme necessário	
12.4	ANEXO: Principais produtos petrolíferos e especificações		Manuel Rosario		EM CURSO		Discutir e acrescentar conforme necessário	
12.5	ANEXO: Cenários de derrame de petróleo		Manuel Rosario		EM CURSO		Discutir e acrescentar conforme necessário	

ATLAS	Líderes técnicos	Especialistas	Estatuto	Acções / País	Acções / GI WACAF
--- Project de documento					
1 CARTAS NÁUTICAS					
2 REDE TOPOGRÁFICA E RODOVIÁRIA					
3 MAPAS DE SENSIBILIDADE (WACA - RESIP)					

PLANO NACIONAL DE CONTINGÊNCIA CONTRA DERRAMES DE PETRÓLEO DA REPÚBLICA DE SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE

**--- Projecto de documento &
líderes técnicos nacionais**

V.0
09/05/2
025

Status Summary	
53	EM CURSO
0	ATRASADO
0	TERMINADO
5	A FAZER

PLANO OPERACIONAL		Líder	Focal Point	Especialistas	Estado	Data-alvo	Acções - STeP	Acções - GI WACAF
	SIGLAS E ABREVIATURAS				EM CURSO			
1	INTRODUÇÃO							
1.1	FINALIDADE E OBJECTIVOS	DAAC - AMBIENTE	Manuel Rosario	CONPREC	EM CURSO		Rever	
1.2	ÂMBITO GEOGRÁFICO E TÉCNICO		Manuel Rosario	CONPREC	EM CURSO		Rever e discutir (remover HNS e pontos de interrogação)	
1.3	RELAÇÃO E INTEGRAÇÃO COM OUTROS PLANOS DE CONTINGÊNCIA OU DE EMERGÊNCIA		Manuel Rosario	CONPREC	EM CURSO		Discutir e incluir	
2	RESPONSABILIDADES INICIAIS DA RESPOSTA IN SITU							
2.1	ORGANIZAÇÃO ADMINISTRATIVA E TERRITORIAL	Direção dos Serviços Geográficos e Cadastrais		Direção dos Serviços Geográficos e Cadastrais	EM CURSO		Rever figura e texto	
2.2	ORGANIZAÇÃO NO MAR E NO PORTO			Guarda Costeira - ENAPORT	EM CURSO		Rever	
2.3	RESPONSABILIDADES INICIAIS DA INTERVENÇÃO			Guarda Costeira/ Protecção civil	EM CURSO		Rever	
3	ALERTAS, AVALIAÇÃO E MOBILIZAÇÃO							

3.1	DEVER DE NOTIFICAÇÃO DE DERRAME	Guarda Costeira		HNS chapitre particulier	EM CURSO		Rever e discutir (remover HNS e pontos de interrogação)	
3.2	PONTOS DE CONTACTO NACIONAIS - NOTIFICAÇÃO			Protecao civil/Bombero + Guarda Costeira	EM CURSO		Rever, investigar e acrescentar	
3.3	APOIO IMEDIATO E TRANSMISSÃO DA NOTIFICAÇÃO			Protecao civil/Bombero + Guarda Costeira	EM CURSO		Rever, investigar e acrescentar	
3.4	AVALIAÇÃO DO DERRAME E ACTIVAÇÃO DO PNC			Guarda Costeira + Instituto Nacional de Meteorologia	EM CURSO		Rever, investigar e acrescentar se necessário	
3.5	MOBILIZAÇÃO			Protecao civil/Bombero	EM CURSO		Rever, acrescentar se necessário	
3.6	NOTIFICAÇÕES EXTERNAS			Ministério dos Negócios Estrangeiros	EM CURSO		Rever, investigar e acrescentar	
3.7	RELATÓRIOS DE SITUAÇÃO (SITREPS)			?	EM CURSO		Investigar, verificar SITREPS existentes de outras instituições ou criar os próprios	
4	FUNÇÕES CHAVE E RESPONSABILIDADES NO ÂMBITO DA RESPOSTA						Rever	

4.1	AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES EM MATÉRIA DE RESPOSTA	IMAP		IMAP + DAAC - AMBIENTE + CONPREC	EM CURSO		Investigar e acrescentar / Rever necessário se	
4.2	COMITÉ NACIONAL (INTERMINISTERIAL) DE RESPOSTA AOS DERRAMES			IMAP + CONPREC + Protecáo civil	EM CURSO		Rever como o decreto CONPREC se enquadra no capítulo	
4.3	COORDENADOR NACIONAL DE INCIDENTES			IMAP	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
4.4	PRINCIPAIS AGÊNCIAS DE RESPOSTA			IMAP / CONPREC	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
4.5	AUTORIDADES DESIGNADAS A AGIR EM NOME DO ESTADO PARA SOLICITAR OU FORNECER ASSISTÊNCIA INTERNACIONAL			IMAP	EM CURSO		Investigar e modificar conforme necessário	
4.6	OUTRAS ENTIDADES OU AGÊNCIAS			CONPREC - Protecáo civil - DAAC - AMBIENTE	EM CURSO		Investigar e acrescentar - Acrescentar conforme necessário também para contactos	
4.7	PARTE RESPONSÁVEL			Jurista DAAC - AMBIENTE	EM CURSO		Discutir - Acrescentar	

						conforme necessário	
4.8	PAPEL DOS CLUBES DE P&I NOS DERRAMES DO SECTOR DOS TRANSPORTES MARÍTIMOS			Jurista DAAC - AMBIENTE + PESCA	EM CURSO	Rever, acrescentar conforme necessário	
5	ESTRUTURA NACIONAL DE GESTÃO DE INCIDENTES				EM CURSO	Rever, modificar / acrescentar conforme necessário	
5.1	ELEMENTOS PARA UM CONTROLO EFETIVO DOS DERRAMES			CONPREC	EM CURSO	Rever	
5.2	ESTRUTURA GERAL DA GESTÃO NACIONAL DE INCIDENTES			CONPREC	EM CURSO	Rever figura 1, 2	
5.2.2	PRINCIPAIS CARGOS	Proteção civil		CONPREC	EM CURSO	Rever como o decreto CONPREC e a organização existente se enquadram no capítulo	
5.2.3	GESTÃO CONJUNTA COM A PARTE RESPONSÁVEL			CONPREC	EM CURSO	Rever como o decreto CONPREC e a organização existente se enquadram no capítulo / Discutir	
5.3	INCUMBÊNCIAS DA EQUIPA NACIONAL DE GESTÃO DE INCIDENTES E NÍVEIS DE ATIVAÇÃO			CONPREC	EM CURSO	Rever, discutir, considerar o decreto CONPREC, acrescentar	

						conforme necessário	
6	PROCESSO DE GESTÃO E RESPOSTA A UM INCIDENTE				EM CURSO	Rever, acrescentar conforme necessário	
6.1	FASES DA GESTÃO DE INCIDENTES	CONPREC		CONPREC	EM CURSO	Rever, acrescentar conforme necessário	
6.2	RESPOSTA IMEDIATA			Protecao civil / PESCA / policia	EM CURSO	Discutir, acrescentar conforme necessário	
6.3	CONSTRUÇÃO DE UM PLANO DE ACÇÃO CONTRA INCIDENTES			DAAC / Protecao civil / IMAP	EM CURSO	Rever, acrescentar conforme necessário	
6.4	EXECUÇÃO DO PLANO DE ACÇÃO CONTRA INCIDENTES E COORDENAÇÃO DA RESPOSTA			Protecao civil	EM CURSO	Rever, discutir, acrescentar conforme necessário	
6.5	GESTÃO TRANSFRONTEIRIÇA DE UM INCIDENTE			Ministério dos Negócios Estrangeiros + migration et frontiere + Guarda	EM CURSO	Rever, investigar, acrescentar conforme necessário	

				Costeira / DAAC - AMBIENTE			
6.6	GESTÃO DA INFORMAÇÃO			DAAC - AMBIENTE	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário
6.7	ALTERNÂNCIA DO PESSOAL			CONPREC	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário
7	GESTÃO DE CRISE				EM CURSO		
7.1	GBAIS DE GESTÃO DE CRISE			DAAC - AMBIENTE + ANP + ministério da saúde	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário
7.2	COMUNICAÇÃO COM O PÚBLICO	CONPREC		DAAC - AMBIENTE + ANP + ministério da saúde	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário
7.3	COMUNICAÇÃO COM OS MEDIA			referenciar a estrutura responsável	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário
8	MOBILIZAÇÃO DE ASSISTÊNCIA EXTERNA						Rever

8.1	CONVENÇÃO DE ABIJÃO E PROTOCOLO DE EMERGÊNCIA	Serviço de Migração e Fronteiras		Ministère des affaires étrangères	EM CURSO		Rever, investigar, modificar conforme necessário	
8.2	ASSISTÊNCIA INTERNACIONAL E OUTROS			Serviço de Migração e Fronteiras	EM CURSO		Rever, investigar, modificar conforme necessário	
8.3	DESALFANDEGAMENTO			Serviço de Migração e Fronteiras	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
8.4	IMIGRAÇÃO			Serviço de Migração e Fronteiras	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
8.5	PROCESSO PARA REQUERIMENTO DE ASSISTÊNCIA			Serviço de Migração e Fronteiras	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
8.6	RECEPÇÃO E ÁREAS DE PREPARAÇÃO			Serviço de Migração e Fronteiras	EM CURSO		Investigar - Rever como o decreto CONPREC e a organização existente se enquadram no capítulo	
9	CESSAÇÃO DA RESPOSTA E ATIVIDADES PÓS-DERRAME							

9.1	CESSAÇÃO DA RESPOSTA E FINALIZAÇÃO	DAAC - AMBIENTE		DAAC - AMBIENTE	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
9.2	AUTORIZAÇÃO DE DESMOBILIZAÇÃO, PLANEAMENTO E OPERAÇÕES			Protecao civil	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
9.3	DESMOBILIZAÇÃO DE EQUIPAMENTO E DEVOLUÇÃO			DAAC - AMBIENTE	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
9.4	AVALIAÇÃO DA RESPOSTA E BALANÇO			Ministério da saúde + Protecao civil = Mecanismo de "avaliação após ação	EM CURSO		Rever, acrescentar conforme necessário	
9.5	AVALIAÇÃO DE DANOS E MONITORIZAÇÃO			DAAC - PESCA	EM CURSO		Investigar, acrescentar conforme necessário	
9.6	RECUPERAÇÃO DO MEIO-AMBIENTE E RESTAURAÇÃO			DAAC - Guarda Costeira - PESCA	EM CURSO		Investigar, acrescentar conforme necessário	
10	AMORTIZAÇÃO DE CUSTOS E PEDIDOS DE INDEMNIZAÇÃO						Rever	
10.1	PRINCIPAIS RESPONSABILIDADES E AÇÕES PARA PEDIDOS DE INDEMNIZAÇÃO	DAAC - AMBIENTE		Procuradoria geral da republica	EM CURSO		Investigar, acrescentar conforme necessário	

11	ANEXOS					Investigar Compilar Verificar Acrescentar conforme necessário	
	•pontos de contacto para alerta inicial	DAAC - AMBIENTE		DAAC - AMBIENTE	A FAZER	Investigar Compilar Verificar	
	•agências nacionais para resposta			DAAC - AMBIENTE	A FAZER	Investigar Compilar Verificar	
	•pontos de contacto nas empresas que lidam com hidrocarbonetos em STeP			DAAC - AMBIENTE	A FAZER	Investigar Compilar Verificar	
	•fornecedores de equipamentos e materiais			DAAC - AMBIENTE	A FAZER	Investigar Compilar Verificar	
	•especialistas internacionais •...			DAAC - AMBIENTE	A FAZER	Investigar Compilar Verificar	